



Le Mouvement patriotique de l'Opposition démocratique (Mopod) est prêt à s'asseoir avec le président Martelly, mais non pas dans le cadre d'une consultation telle que mentionné dans une lettre d'invitation adressée à Jean André Victor, coordonateur général du regroupement. Le Mopod veut négocier avec le chef de l'Etat où d'autres points, autres que les élections, doivent être discutés y compris sa démission.

Le coordonnateur général du Mopod, l'agronome Jean André Victor, a reçu, en date du 18 septembre 2014, une lettre de la présidence l'invitant à prendre part, le 30 septembre prochain, à la série de consultations engagées par le président Martelly depuis le 22 septembre.

Une démarche dénoncée par le directoire de Mopod qui ne répondra pas à cette invitation. Il juge certains points de la lettre non conformes à la conjoncture.

Selon la secrétaire général du RDNP, Mme Mirlande Manigat, la correspondance est adressée, à titre personnel, à Jean André Victor, et non au Mopod.

Mme Manigat a expliqué que le Mopod est composé de plus d'une dizaine de partis politiques et a commencé déjà à travailler avec un regroupement de 6 partis politiques tels la Fusion, INITE, Fanmi Lavalas, Kontra pèp, Ayiti pou Ayisyen sur cette éventuelle rencontre avec Martelly bien avant l'invitation.

Au cours de ces séances de travail, ces 5 partis politiques et le Mopod ont accepté de s'asseoir avec le chef de l'Etat moyennant que certaines conditions soient remplies, a poursuivi Mme Manigat.

En second lieu, dans la lettre d'invitation, il est question d'une « consultation », alors que le Mopod envisage plutôt une "négociation" où plusieurs points cruciaux, autres que les élections, doivent être mis sur le tapis y compris la démission du président Martelly.

La libération des prisonniers politiques, la détérioration des conditions socio-économiques de la population ainsi que l'utilisation des fonds publics par Laurent Lamothe pour sa campagne personnelle sont certains autres aspects que le Mopod entend aborder avec l'Exécutif, ont ajouté les dirigeants de ce regroupement politique de l'opposition.

Le Mopod a aussi dénoncé le fait que le président Martelly a choisi le palais national pour organiser les rencontres alors que des sénateurs et d'autres membres l'opposition avaient déjà rejeté cette proposition.

Par ailleurs, le coordonnateur adjoint du Mopod, Tunerbe Delpé a invité les différents membres de l'opposition ainsi que les différentes couches de la population à continuer à se mobiliser pour obtenir le départ du président Martelly.

L'ancien sénateur a annoncé une série de mobilisations dans plusieurs régions du pays, notamment dans les zones métropolitaines, dans les jours à venir, afin de dénoncer les dérives du pouvoir en place et les mauvaises conditions de vie de la population.